



DECLARATION LIMINAIRE

CHSCT du 13 / 11 / 2020

M. Le Président,

Alors même que le contexte sanitaire est toujours aussi dégradé, FO Finances ne peut que constater les injonctions contradictoires du gouvernement. Il faut restreindre les interactions sociales mais en revanche toujours venir travailler, comme si le monde du travail était exempt de contamination, « quoi qu'il en coûte » pour la santé et la sécurité des agents et leurs conditions de travail.

Le gouvernement, le 1er Ministre, le Directeur Général insistent lourdement ces dernières semaines pour que le télétravail monte en puissance notamment dans notre direction. Même si nous faisons une grande différence entre les départements urbains et ruraux, nous constatons que nous sommes toujours à la traîne sur le sujet en Vendée. Alors certes, le matériel manque et les difficultés de notre équipe informatique pour équiper les collègues sont nombreuses, c'est une réalité. Mais nous avons toujours de nombreux collègues volontaires, 80 selon vos propres chiffres, qui attendent de pouvoir télétravailler et d'autres qui attendent de voir leurs nombres de jours augmenter... Les chiffres nationaux sont édifiants sur ce dernier point : plus de 60% des télétravailleurs ont seulement 1 ou 2 jours de télétravail !

Nous vous rappelons notre position sur le télétravail : il ne doit en aucun cas être imposé aux agents mais relever uniquement du volontariat. Car la réalité c'est que certains agents sont réticents compte tenu de l'expérience parfois difficile vécue durant le confinement, mais aussi pour certains en raison des inégalités dans le versement de la prime COVID !

Par ailleurs nous savons que certains chefs de service refusent également de laisser partir leurs agents en télétravail du fait des difficultés que cela génère en terme d'organisation.

Le comble, Mr Le Directeur, c'est quand même de vous voir ses derniers jours insister lourdement auprès des chefs de service qui s'en sont émus auprès de nous pour qu'ils télétravaillent un jour par semaine (même si ils ne le souhaitent pas) afin de gonfler les chiffres du département et se rapprocher de la norme nationale rapidement. La politique du chiffre est donc toujours aussi prégnante, y compris sur des thématiques RH.

Toujours sur ce même thème, qu'en est-il du groupe de travail qui était prévu ?

Concernant cette instance, et devant le refus de l'administration de suspendre les réformes et les restructurations en cours, nous exigeons que les visites du CHSCT puissent reprendre, d'autant plus que vos équipes, elles, se déplacent sur les sites devant subir des restructurations. Il est inadmissible de confiner les délégués du CHSCT et de ne pas les faire participer à ces visites. L'évaluation préalable ne peut être laissée à la seule appréciation des directions. La covid ne doit plus être un prétexte à écarter les représentants du personnel !

Nous profitons de ce CHSCT pour dénoncer une fois de plus les nombreux dysfonctionnements applicatifs rencontrés ces dernières semaines par les collègues. Ces problèmes d'indisponibilité ou de lenteur de nos applications informatiques dégradent non seulement notre image vis à vis des usagers mais également nos conditions de travail. Nos réseaux informatiques sont saturés, les organisations syndicales l'affirment depuis des années ! Mais comme d'habitude, au nom de la rigueur budgétaire, nous payons tous aujourd'hui ce manque d'investissement. Pour rappel, le budget informatique de la DGFIP a baissé de 22% entre 2012 et 2017...

Pour clôturer cette liminaire, nous tenons à vous faire part aujourd'hui de notre position concernant le dialogue social. Lors du premier confinement en mars vous estimiez -je vous cite- qu'un CHS audio toutes les 3 semaines était largement suffisant, arguant que vous et vos équipes saviez ce que vous aviez à faire, ce dont au passage nous n'avons jamais douté. Et désormais, la direction générale vous impose un rythme sans précédent d'échanges avec les représentants du personnel. Pour rappel sont programmés ces 10 prochains jours 4 moments d'échanges avec vous : le CHS ce jour, 2 audio successives les 3 et 8 décembre puis le CTL le 10 décembre.

Vous multipliez les rendez-vous avec les OS, alors même que tous les sujets clivants liés aux restructurations programmées et aux nouvelles formes de management en préparation ne sont pratiquement jamais abordés ou du moins pas de manière suffisante selon nous.

A Force Ouvrière, nous avons toujours réfuté le terme de partenaires sociaux. Non, Mr Le Président, nous ne sommes et nous ne serons jamais, ni vos partenaires, ni vos relais, comme vous avez pu le souligner lors d'une audio ces dernières semaines. Chacun sa place et chacun son rôle, vous êtes loyal aux directives du DG pour appliquer les réformes en cours et nous, nous demeurons loyaux à nos principes d'indépendance pour défendre au mieux les intérêts des personnels que nous représentons.

Nous sommes là, face à vous, pour combattre par tous les moyens vos réformes, vous apporter la contradiction quand cela nous semble nécessaire et dénoncer certaines dérives en cours ou à venir, notamment sur la gestion des personnels. Et c'est ce genre de dérives que nous voyons dans le guide de management sur l'accompagnement aux transformations.

Comment un tel guide a-t-il pu être rédigé alors même que notre direction générale se dit soucieuse des conditions de vie au travail de ses équipes ?

Comment notre direction générale peut-elle expliquer à ses cadres que la courbe du deuil (tristement célèbre pour avoir été pointée du doigt lors du procès France Télécom) peut être un outil à leur service pour accompagner leurs collaborateurs dans le changement ?

Comment la direction générale peut-elle inciter les encadrants à classer, pour ne pas dire trier, leurs collaborateurs en 3 catégories : les engagés-constructifs, les passifs-déchirés-hésitants puis les opposants-irréductibles ?

Comment pouvez-vous faire porter à vos cadres de proximité cette sale besogne alors même qu'ils se débattent déjà quotidiennement pour remplir leurs objectifs ?

En multipliant les réunions avec nous de manière aussi quasi-caricaturale, 4 en 10 jours tout de même, Mr Le Directeur, reconnaissez cette fois-ci que la ficelle est grosse ! Pratiquement une tous les 2 jours...

Nous affirmons que nous sombrons ces jours-ci dans le ridicule, dans une mascarade de dialogue social. Il s'agit là d'une belle opération de communication montée par la Direction Générale et que vous vous appliquez à mettre en œuvre, ce qui vous permettra, à vous comme au directeur général, d'affirmer que le dialogue social atteint des niveaux jamais égalés.

N'en déplaise au directeur général et peut-être à vous même, nous ne sommes pas et nous ne serons jamais les relais de l'administration pour qu'elle puisse afficher haut et fort que jamais le dialogue social n'a été aussi dense à la DGFIP...

Les réunions se multiplient certes, que ce soit au niveau national comme au niveau départemental, mais jamais notre administration n'a été aussi sourde à nos légitimes revendications et jamais elle ne nous a aussi peut écoutés...

La DGFIP se refuse à entendre la colère qui gronde dans les services ainsi que les multiples inquiétudes des personnels concernant leur avenir.

Les représentants FO reviendront en séance sur tous les points à l'ordre du jour.

Pour rappel, le 4 novembre dernier, nous avons adressé au médecin de prévention et à l'inspecteur hygiène et sécurité une demande d'avis circonstancié en matière de santé et de sécurité au travail sur tous les projets de restructuration en cours. Mr Le Président du CHS-CT, nous aimerions aussi vous entendre sur cette requête.

Pour FO Finances, cette pandémie a confirmé toute l'importance des CHS-CT et conforte notre exigence de voir abroger la loi de transformation de la fonction publique. FO Finances continuera de tout mettre en œuvre, dans l'unité la plus large possible avec les autres organisations syndicales, pour dénoncer et combattre les attaques incessantes contre notre Ministère et la DGFIP en particulier.